



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

Quels modèles de développement de la bioéconomie? Le débat entre filière et territoire revisité

Mr Jean-marc CALLOIS

Irstea directeur du département Territoires

1 rue Pierre-Gilles de Gennes 92000 Antony 92 FRANCE

jean-marc.callois@irstea.fr 33-608313629

Référence à la session / reference to the session

D5

Résumé / Summary

Le discours économique dominant se fonde sur une rhétorique de la compétitivité, combinant course à l'innovation et recherche de baisse de coûts le long de la chaîne de valeur. Il considère le territoire essentiellement comme un support physique pour l'implantation d'activités. L'approche territoriale du développement, dans laquelle les configurations organisationnelles liées aux caractéristiques sociales et culturelles locales jouent un rôle essentiel dans l'efficacité des systèmes productifs, est peu audible dans un contexte de concurrence internationale féroce et de fort contenu technologique des innovations, qui tendent à faire oublier les réalités humaines sous-jacentes. L'identification de petites zones fortement innovatrices et spécialisées à l'échelle mondiale peut se lire en creux comme l'annonce du déclin inéluctable de la majorité des régions. Le territoire est alors réduit à une sorte de mot-valise émaillant le discours d'élus locaux pour faire croire qu'il est possible de revitaliser des zones à la croissance atone par la « mobilisation des acteurs », alors qu'en réalité l'essentiel de la création de richesse se fait ailleurs.

La mise à l'agenda politique de la bioéconomie fournit une occasion de revisiter le vieux débat entre approche « filière » et approche « territoriale ». La bioéconomie consiste en « la production et la transformation durables des bioressources ». Elle est par définition fortement liée au territoire puisqu'elle repose en grande partie sur des productions agricoles et forestières, qui ont une empreinte spatiale importante et impactent fortement la vie des populations (paysage, pollutions). La recherche de durabilité nécessite de favoriser un bouclage des cycles de matière (retour au sol de certains éléments, utilisation de coproduits) et d'énergie (valorisation énergétique des déchets, récupération de la chaleur fatale). Pour être efficace, cela peut nécessiter de faire collaborer différents types d'acteurs, sur le modèle d'un écosystème industriel. Pour autant, on peut aussi considérer le développement de la bioéconomie sous un angle purement « filière », en recherchant prioritairement la massification de la production et la baisse des coûts, sans chercher à s'appuyer sur le potentiel de coordination locale.

Cette communication vise à discuter la pertinence relative des deux approches « filière » et « territoire » dans le cas de la bioéconomie. Dans une première partie, on identifie les formes que peut prendre la bioéconomie, avec une approche orientée « industrialisation » (industrie agroalimentaire et du bois, bioraffineries, grosses unités de cogénération, filières de recyclage des déchets organiques) ou avec une approche davantage de diversification des valorisations (diversification agricole et circuits courts, petites chaufferies, méthanisation, produits de niche comme les plantes médicinales). Ce recensement inclut des activités liées à des services produits par les écosystèmes, comme le rôle protecteur des végétaux dans des opérations de restauration écologique ou le tourisme de nature. Une grille d'analyse des synergies permises par l'interaction de ces différentes activités, et des externalités environnementales et sociales, est ensuite proposée.

Dans une deuxième partie, la localisation géographique de ces différents types d'activités est étudiée, en mobilisant différentes sources (données SIRENE, études sectorielles, enquêtes de terrain). Ces données sont croisées avec le potentiel de production des différents types de biomasse. On observe que la localisation physique de la biomasse n'est pas le déterminant majeur du niveau de développement des différentes productions, et que plusieurs modèles peuvent coexister sur un même territoire. Dans certaines régions, la « petite bioéconomie » paraît se développer de manière complémentaire à la « bioéconomie massive ». Ces observations suggèrent également une importance de facteurs non-marchands (sociaux, institutionnels) dans la concrétisation du potentiel de la bioéconomie. Elles permettent enfin de chiffrer plus précisément le potentiel de création d'emploi en France.

Dans une troisième partie, on présente deux études de cas opposées dans leur logique de développement de la bioéconomie : l'implantation de la centrale de cogénération de Gardanne, et les démarches d'intégration territoriale de la filière bois dans les Alpes. Ces deux cas permettent de mieux comprendre les implications locales et les facteurs facilitateurs ou bloquants des deux approches du développement. En outre, ils permettent de mettre en évidence les impacts de ces projets sur différentes catégories d'acteurs, et les différents types d'emplois (niveau de qualification, localisation) générés.

En conclusion, différents modèles de développement basés sur la bioéconomie peuvent être pertinents, selon les caractéristiques physiques mais aussi sociales des territoires. Pour les politiques publiques, le dosage entre des interventions favorisant l'innovation technologique ou la coordination des acteurs dépendra de ces caractéristiques. Les approches basées sur des produits et services diversifiés et à débouchés locaux ne sont pas nécessairement moins créatrices d'emploi que celles basées sur la compétitivité-coût et les économies d'échelle. La vision du développement et l'équilibre entre ses composantes (économique, sociale, environnementale) devrait faire l'objet d'un vrai débat impliquant les citoyens.

Bibliographie / Bibliography

Barles S. (2010), Society, energy and materials: the contribution of urban metabolism studies to sustainable urban development issues, JEPM, 53(4), 439-455.

Callois JM. (2016), De l'importance d'une prise en compte des aspects sociaux et institutionnels dans la mobilisation de la biomasse à finalité énergétique, Innovations Agronomiques, 54, 31-39.

Callois JM., Tivadar M., Sion B. (2016), The feasibility and relevance of community-based energy autonomy: physical, social and institutional factors, Review of agricultural, food and environmental studies, in press.

CGAAER (2016), Dynamiques de l'emploi dans les filières bioéconomiques. Rapport au ministre chargé de l'agriculture. <http://agriculture.gouv.fr/dynamiques-de-lemploi-dans-les-filieres-bioeconomiques>

Chauvin Ch., Fuhr M. (2016), OUI-GEF, outils concertés pour une gestion concertée des forêts, Ecole-chercheur PSDR, Aspet.

Gardette Y.M. et al (2013), Marchés internationaux de la biomasse-énergie, <http://www.seila.fr/uploads/news/D-365.pdf>

Horlings L.G, Marsden T.K. (2014), Exploring the 'New Rural Paradigm' in Europe: Eco-economic strategies as a counterforce to the global competitiveness agenda, *European urban and regional studies*, 21(1), 4-20.

McCormick K, Kåberger T (2007) Key barriers for bioenergy in Europe: economic conditions, know-how and institutional capacity, and supply chain co-ordination. *Biomass & Bioenergy* 31(7):443–452

Veltz P. (1997), *Mondialisation, villes et territoires, l'économie d'archipels*. PUF.